



Hausse massive des prix et dépendance aux importations de gaz

Une nouvelle étude examine les risques de la nouvelle politique énergétique en termes de mix énergétique et de prix

La nouvelle politique énergétique de la Confédération pourrait entraîner une augmentation massive des importations de gaz et la multiplication par deux ou trois du coût de l'énergie. Telles sont les conclusions d'une nouvelle étude réalisée par l'Institut für Wirtschaftsstudien Basel (IWSB). Ses auteurs ont examiné ce qui se passerait si la consommation d'électricité ne reculait pas aussi fortement que le prévoit le Conseil fédéral. Ils se sont fondés sur des données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et de Swisspower, un groupement d'entreprises électriques urbaines. Les deux organisations s'attendent à une augmentation de la demande d'électricité – notamment en raison des croissances économique et démographique, mais aussi en lien avec l'utilisation de pompes à chaleur ou la mobilité électrique. Le Conseil fédéral, quant à lui, mise sur une baisse de la consommation de 21 térawattheures.

La nouvelle politique énergétique de la Confédération pourrait entraîner une augmentation massive des importations de gaz et la multiplication par deux ou trois du coût de l'énergie. Telles sont les conclusions d'une nouvelle étude réalisée par l'Institut für Wirtschaftsstudien Basel (IWSB). Ses auteurs ont examiné ce qui se passerait si la consommation d'électricité ne reculait pas aussi fortement que le prévoit le Conseil fédéral. Ils se sont fondés sur des données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et de Swisspower, un groupement d'entreprises électriques urbaines. Les deux organisations s'attendent à une augmentation de la demande d'électricité – notamment en raison des croissances économique et démographique, mais aussi en lien avec l'utilisation de pompes à chaleur ou la mobilité électrique. Le Conseil fédéral, quant à lui, mise sur une

baisse de la consommation de 21 térawattheures.

L'étude de l'IWSB montre que, si les prévisions des entreprises électriques et de l'Agence internationale de l'énergie se révélaient correctes et donc les hypothèses du Conseil fédéral erronées, les importations de gaz seraient multipliées par deux au moins voire, dans un cas extrême, par un facteur 5 ou 7. Une étude de l'Agence de l'énergie pour l'économie publiée mi-avril conclut également que les hypothèses du Conseil fédéral relatives à la consommation d'électricité ne sont guère réalistes. Sur la base de l'expérience accumulée par les entreprises, elle a estimé, à titre indicatif, à 7 térawattheures au maximum d'ici à 2050 le potentiel d'efficacité énergétique réalisable par l'économie grâce à des mesures rentables. Le Conseil fédéral, de son côté, parle d'un potentiel d'économie de 18 térawattheures pour les entreprises. On ignore toujours comment il compte réduire la demande pour combler cette différence.

Il faut également se garder de sous-estimer les coûts supplémentaires induits par la production d'électricité à partir du gaz. D'après l'étude de l'IWSB, en 2050, il faudra déboursier deux fois plus qu'aujourd'hui pour l'énergie (prix corrigés de l'inflation). Pour l'économie, les coûts pourraient même tripler.

Aux yeux de Pascal Gentinetta, président de la direction d'économiesuisse, la situation est claire : «Une telle évolution affaiblirait considérablement la place économique suisse, accroîtrait sa dépendance vis-à-vis de l'étranger et mettrait en péril sa sécurité d'approvisionnement. Avec ces scénarios, les goulets d'étranglement observés au niveau de l'approvisionnement électrique et gazier pendant la vague de froid qu'a connue l'Europe en février 2012 auraient pu provoquer une panne de courant totale en Suisse.»

Communiqué de presse